



CDEN du 14 novembre 2019

Déclaration préalable au titre de la FSU

Ce CDEN s'ouvre au lendemain d'un CHSCTM qui a fait émerger des chiffres alarmants sur le mal être dans le monde des enseignants. Et ce n'est pas l'analyse de notre ministre qui veut minimiser le geste dramatique de Christine Renon, directrice d'école à Pantin, alors qu'il a mis en lumière la dégradation des conditions de travail de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. Il est urgent de réagir et de donner les moyens à chacun d'exercer correctement son travail pour la réussite de tous les élèves.

Pour **la FSU**, la souffrance au travail ne doit pas être une fatalité. Il est grand temps que le gouvernement entende la colère de nos professions et fasse les choix budgétaires attendus pour une école de la réussite de tous les élèves.

En mettant en place les dédoublements en CP et CE1 en éducation prioritaire, l'état a enfin intégré que la baisse des effectifs par classe était un levier important pour la réussite de tous, ce que la FSU a toujours clamé haut et fort. Mais nous voyons dans notre département que cela se fait toujours au détriment d'autres moyens : disparition des plus de maîtres que de classes en REP, suppressions de 6 postes de remplaçants, fermetures dans des écoles en politique de la ville qui présentent autant de difficultés que les quartiers REP.

Dans le second degré, la mise en place de réforme du lycée, dénoncée et combattue par la FSU, dévoile à présent le manque d'anticipation et de préparation dans l'organisation des contrôles continus du Baccalauréat, et des conseils de classes. Ceci contribue à la détérioration des conditions de travail des enseignants. Et ce ne sont pas les consignes ministérielles renvoyant au local bon nombre de décisions, qui aident les collègues qui se sentent de plus en plus esseulés, abandonnés face à une charge de travail qui ne fait que croître...

La mise en place de « l'école 100% inclusive » se fait également sans moyens supplémentaires : mutualisation des AESH, inclusion des 6ème SEGPA en milieu ordinaire sans baisse des effectifs par classe.

La rentrée faite, la FSU s'inquiète maintenant des recommandations du rapport de la mission Azéma-Mathiot rendu public le 5 novembre. Devant le renvoi de la gestion des établissements REP, aux académies, **la FSU 90** s'interroge sur le renouvellement de la labellisation des établissements REP et REP+ du département des moyens qui leur seront alloués.

Pour la FSU, il est indispensable d'affirmer une réelle ambition pour l'éducation prioritaire, à l'opposé des recommandations du rapport Azéma-Mathiot en établissant une carte nationale en fonction des besoins et non pas des moyens, et incluant les lycées.

La FSU rappelle, s'il en est besoin, que les conditions d'enseignement en éducation prioritaire sont particulièrement difficiles. A l'heure où les inégalités économiques, sociales et territoriales se creusent, le Ministre doit entendre la voix des personnels pour mettre les moyens nécessaires sans entrer dans l'éternelle opposition ville/campagne : « je prends à l'un pour donner à l'autre ».

Enfin, ce n'est pas le projet de réforme de retraites, particulièrement injuste pour les fonctionnaires, qui sera de nature à étouffer notre indignation. En remettant en cause le principe de la solidarité intergénérationnelle au profit de comptes individuels, c'est tout le socle de notre société qui est aujourd'hui menacé. C'est pourquoi **la FSU** appelle d'ores et déjà à rejoindre la grève le 5 décembre prochain.

L'École de la réussite pour tous passe aussi par une profession reconnue et considérée.